

Train de nuit l'état se désengage

Carole Delga réagit.



Train de nuit l'état se désengage

Le secrétaire d'Etat aux Transports, Alain Vidalies, vient d'indiquer que l'Etat allait lancer un appel d'offres pour renouveler le matériel sur au moins trois des quatre lignes jugées "structurantes" et commander 30 rames supplémentaires à Alstom pour les autres.

Mais Il a aussi annoncé que l'Etat allait se désengager des lignes de nuit à l'exception de deux d'entre elles, Paris-Briançon et Paris-Rodez-Latour-de-Carol, pour lesquelles il n'existe pas d'offre alternative de transport.

Carole Delga à vivement réagit : « sur les trains de nuit, l'Etat doit revoir sa copie »

« Si je me satisfais de voir les lignes Paris-Rodez et Paris-Toulouse-Latour-de-Carol maintenues, je ne peux accepter l'abandon par l'Etat des lignes Paris-Toulouse-Cerbère et Paris-Toulouse-Tarbes-Hendaye qui constitue un coup porté à la desserte de la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées » a déclaré Carole Delga, présidente de Région.

« Je considère en effet que ces lignes ont une véritable utilité sociale. Leur devenir concerne la mobilité et la vie de nos concitoyens habitant dans ces territoires. Ces annonces sont contraires à la mission de concertation sur l'avenir des TET qu'a confiée le ministre Alain Vidalies au préfet François Philizot que je rencontrerai le 2 mars prochain à Paris.

La nouvelle Région que je préside est aujourd'hui le parent pauvre de la grande vitesse, en attendant le Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO) et la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP). Cela justifie, plus encore, le maintien des dessertes de nuit alors que, faut-il le rappeler, c'est l'essence même des TET de pallier ces déséquilibres territoriaux.

Dans un esprit de responsabilité, j'ai proposé des solutions alternatives au secrétariat d'Etat chargé des Transports pour maintenir dans le giron public les lignes Paris-Toulouse-Cerbère et Paris-Toulouse-Tarbes-Hendaye tout en garantissant des optimisations sur les coûts d'exploitation.

Je demande aujourd'hui au gouvernement que ces solutions soient réellement et rapidement réétudiées. Pour moi, le service public ferroviaire doit garantir à chacun de pouvoir mieux vivre et se déplacer sur l'ensemble du territoire. C'est mon ambition pour notre Région et, comme je l'ai déjà exprimé à plusieurs reprises, c'est une des priorités de mon mandat. »